

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



AUDITIONS

COMMISSION D'ENQUÊTE

chargée de recueillir tous
éléments d'information sur les
conséquences des essais
nucléaires aériens entre 1966
et 1974 pour les populations
de la Polynésie française

M. Jean Juventin
Audition du 16 septembre 2005

Monsieur Jean Juventin a été maire de Papeete et député à l'Assemblée nationale de 1978 à 1986 et de 1993 à 1997.

Texte transmis par M. Jean Juventin

Il est nécessaire de revenir un peu en arrière. « Lorsque le Général de Gaulle vint le 30 août 1956 à Papeete, il profita de son passage dans la région pour anticiper le projet d'installation du CEP en Polynésie ; à Paris ce projet devait être en préparation sans qu'on demande l'avis des autorités polynésiennes. Il s'exclamait dans son discours place Tarahoi : « Le troisième trait de notre monde nouveau, c'est le commencement du règne de l'énergie atomique qui apporte à tous les hommes à la fois d'immenses possibilités de progrès et UNE TERRIBLE MENACE. Tahiti peut-être un refuge et un centre d'action pour la civilisation entière ».

A cette époque, j'étais directeur d'école à Punaauia et ne m'intéressais pas encore à la politique. Mais je ressentais déjà en moi une vive réaction d'opposition à ce projet. Vers 1961 – l'aéroport de Faaa était inauguré et cela ouvrait les portes de la Polynésie au monde entier et aux essais nucléaires à Moruroa. De plus au cours de cette période, de grandes sociétés métropolitaines de travaux en tous genres se sont installées en Polynésie avec le CEA et le GOEN (Groupement Opérationnel des Expérimentations nucléaires). Dans notre métier d'enseignant polynésien nous observions ce bouleversement local avec beaucoup de méfiance car nos pensées étaient dirigées sur la santé de nos enfants. De plus, avec d'autres collègues nous remarquions que depuis l'installation du CEP et de ses annexes, beaucoup d'îliens abandonnaient leurs îles, leurs ressources agricoles pour venir s'entasser à Tahiti et pour trouver du travail rémunérateur au CEP, d'où une augmentation spectaculaire des effectifs scolaires à Papeete.

Vers 1966, instituteur à Papeete, ayant toujours été opposé aux essais de la bombe, je me suis inscrit comme membre adhérent au parti de Monsieur John TEARIKI, homme opposé aux essais de la bombe atomique.

A cette époque, le TOP/SECRET étant en vigueur, nous ne pouvions obtenir des autorités françaises aucune information sur le déroulement des essais. Nous avons même à l'époque, entamé une marche anti-nucléaire à Papeete qui n'a donné aucun résultat.

En plus de notre position anti-nucléaire, nous voyions poindre un autre gros problème : la désertification des îles pour un exode vers Tahiti. Les quartiers de Papeete étaient envahis de gens venus chercher du travail, attirés pas la propagande française sur les essais. « C'était l'époque de la ruée vers l'or du CEP »

En 1965 déjà, d'après le gouverneur Sicurani, il y avait 1000 entreprises en activité et 3500 ouvriers. En 1970, on comptait 12 000 ouvriers.

Sur les risques de la santé ? Je ne puis apporter de réponse car à l'époque la divulgation de statistiques était rare.

Mais je dois apporter une précision car avec Mr TEARIKI Député à l'époque, lui-même à Paris, n'arrivait pas à obtenir quelques informations sur les expériences de Moruroa. Même auprès d'amis politiques, c'était pratiquement le black-out. Quelques informations nous sont parfois parvenues mais elles n'avaient pas l'importance que nous recherchions.

Avons-nous subi des pressions ?

Ce n'est pas tout à fait la formule. Par contre, dans mes relations (entre 1966 et après) nous nous sommes heurtés à beaucoup d'incompréhension et de manque d'intérêt de la part des autorités administratives et même parfois d'autorités locales proches du pouvoir central. Je répète encore c'était le black-out.

Avons-nous eu connaissance d'accidents ou incidents ?

Je ne peux citer des cas d'incidents quelconque, sauf par des bruits circulant à Papeete. Mais, nous avons appris, lors des essais à Moruroa deux cas de décès dus aux essais nucléaires mais je ne peux certifier. Ce furent les décès du fils de Francis SANFORD et de Mme BOUVIER (dont le mari était très proche de TEARIKI) suite à une leucémie. Pour d'autres cas, il y a eu des bruits mais je peux aussi le certifier.

Il est exact que les proches de ma famille et ceux de ma famille politique ont toujours milité contre les essais nucléaires.

La raison est que nous n'avons jamais voulu nous distinguer dans des options de ce genre ; trop risquées pour l'avenir de nos enfants et ceux du pays (se rappeler HIROSHIMA).

Nous avons toujours respecté la nation française, mais nous n'avons jamais soutenu des personnalités françaises qui ne respectent pas nos idéaux. Certains membres de ma famille sont allés sauver la France (guerre 1914-1918- la France Libre).

Avec Teariki nous avons manifesté à Papeete contre la bombe. Oui, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises surtout en tant que Maire, Président ou Député de manifester mon désaccord sur les essais en Polynésie.

Les raisons : 1° Sur le plan humanitaire, je refuse de soutenir des expériences qui aboutissent à la destruction de notre règne.

2° Sur le plan territorial ; le CEP a provoqué l'émigration d'une bonne partie de nos populations des îles à venir s'installer à Tahiti d'où dépeuplement des îles et création de bidonvilles (à Papeete) ;

3° Le CEP a introduit sur l'ensemble du territoire une nouvelle forme de vie qui n'était pas celle des Polynésiens. Nous sommes en plein dans la mondialisation avec ses excès.

4° Sur le plan scolaire, nos enfants, peu habitués encore aux nouvelles normes scolaires, se sont heurtés à une pédagogie et une psychologie qui leur étaient étrangères à l'époque ; d'où un taux de réussite scolaire médiocre.

5° Sur le plan de la propriété des terres, combien de familles actuellement sont désunies car elles ont des difficultés à s'entendre. Combien de familles ont vendu leurs terres pour avoir une vie plus conforme à celle des Européens.

6° On dit que le Polynésien court après l'argent au jourd'hui, mais c'est le CEP l'a forcé à tout monnayer.

Du temps où j'étais Député, j'ai profité de ma fonction et surtout à Paris pour obtenir plus d'information sur les essais. Mais, devant un mur, je n'ai pratiquement pas réussi à obtenir ce que je voulais aussi bien sur des documents confidentiels en secret.

A Paris, j'ai déjà dit que mes recherches ont reçu toujours la même réponse : TOP/SECRET.

L'installation du CEP en Polynésie a permis à ce territoire un semblant de développement. Regardons autour de nous dans quelle situation nous vivons. Il est vrai que la France nous apporte son appui financier, mais cela va-t-il durer ? Que va-t-on proposer à toute cette jeunesse qui aspire à une vie convenable. Ces essais ont permis à la France d'entrer dans le camp des Grands de ce monde. Tahiti sera sûrement oublié.

La France aurait pu nous proposer une autre voie que la bombe. On aurait pu exploiter le tourisme, les produits locaux (coprah – nacre – perle), d'autres filières à rechercher.

Mais il faut aussi le courage de réussir !

Le CEP a servi à la France et pas à nous. La France nous a appris à vivre différemment. Pourra-t-on retrouver nos vertus d'antan ?

Faire le bilan !

On aurait dû le faire il y a longtemps et trouver des recettes pour vaincre les mauvaises habitudes prises. Est-il encore temps de les rattraper ?

Une règle d'or : « Penser aux autres avant de penser à soi-même ». Si on aime notre pays, on doit tourner la page pour prendre une nouvelle voie afin que notre pays puisse sortir de ce massacre.

La page ne doit pas être tournée car il faut à l'avenir se servir de ce l'on a pour faire avancer le pays vers un avenir serein. Nous avons des ressources à raviver mais il faut du courage et de la compréhension.

Mon sentiment personnel me dit que toutes les formations religieuses de notre pays doivent s'unir en laissant leurs différences de côté et faire en sorte de rendre à ce pays ses vraies valeurs.

Mes relations avec la gauche ont été très étroites. Mais ils ont tous leurs préoccupations internes et ont aussi leur façon d'agir. Mais, on peut compter sur eux.

Pour les autorités religieuses, je n'ai pas eu beaucoup de relations avec eux car elles ont chacune leurs règles. Mais j'ai toujours eu de leur part des encouragements positifs.

Oui, le CEP a contribué à faire entrer la Polynésie dans la modernité mais dans le mauvais sens. Il aurait fallu des étapes car la transition a été brutale.

Pour arriver à un développement harmonieux ; il doit y avoir une règle unique : la lucidité (le bonheur).

Audition

M. Jean Juventin : A l'époque, on était anti-nucléaires ! Avec Teariki, Pouvanaa

Bruno Barrillot : Depuis que je viens dans le pays, je logeais chez Marie-Thérèse et Bengt Danielsson.

M. Jean Juventin : Ah ! De grands amis

Bruno Barrillot : C'étaient des amis, mais voilà, ils sont partis tous les deux !

M. Jean Juventin : Oui, on a essayé de tout faire pour bloquer ça. Mais tout ça est parti de la visite du Général de Gaulle en 1956. Il est venu nous rendre visite et il a même dit pendant son discours que le nucléaire pourrait être une menace.

Bruno Barrillot : Bon, déjà !

M. Jean Juventin : « Ca pourrait être une menace...mais il faut regarder quand même le côté positif, cela permettrait une évolution !... le développement du Territoire ». Mais malheureusement il n'a pas été suivi, parce qu'à partir du moment où le CEP s'est retiré pour partir, il y a eu une chute de l'économie. Rendez-vous compte à l'époque on vivait du phosphate, on vivait de la vanille, on vivait du coprah ... Et, dès que le CEP est arrivé, tout le monde a plaqué pour aller à Moruroa... Quand j'ai été Maire ici à Papeete, le gros problème qu'on a eu c'est l'invasion des gens des îles, qui venaient s'incruster à Papeete, dans les quartiers. Et ça a été un gros problème pour nous, on a été obligé à cette époque-là, d'envisager un programme de constructions de lotissements sociaux.

Bruno Barrillot : C'est le fonctionnement du CEP qu'a fait que les gens qui étaient embauchés dans les îles, étaient ramenés à Tahiti.

M. Jean Juventin : Et ils partaient sur Mururoa et puis ils ont été même embauchés sur place à Tahiti pour les constructions. Ils se sont installés à Mahina, à Vairao, je crois aussi. Alors ça a créé un boum terrible, et puis quand les essais se sont ralentis, il y a eu un vide. Les phosphates n'ont pas repris, la

Société a fermé. On a relancé un peu le coprah mais ce n'est pas tout à fait ça. Maintenant on a le nono qui aide un peu.

Il faut trouver autre chose ! Et, le problème c'est que les gens qui sont venus des îles, ils ont eu des enfants ici, qui ont grandi ici, qui sont des parents ici maintenant, et ils ne veulent plus rentrer chez eux. C'est ça le gros problème...

Bruno Barrillot : Oui, vous étiez élu à la période du début de l'implantation du CEP ?

M. Jean Juventin : Non, non à cette époque-là, j'étais toujours instituteur à Punaauia, j'étais directeur d'école, mais déjà entre amis instituteurs, on a toujours eu une réaction négative. Il y avait le syndicat des instituteurs qui a commencé à réagir. On s'est dit : non ça ne va pas, on sentait déjà qu'il allait y avoir des problèmes sociaux. De Gaulle était venu parce qu'il y avait la guerre d'Algérie ! Ca n'allait plus. Il est arrivé ici le 30 août 1956.

Bruno Barrillot : Et vous vous rappelez tout à fait le début, la période des essais atmosphériques ? Vous n'étiez peut-être pas directement aux affaires ?

M. Jean Juventin : Non, mais j'avais déjà opté pour faire de la politique. Parce que la politique ne m'intéressait pas au départ, ce n'est qu'en 1965 je crois quand Teariki a repris le parti de Pouvanaa, avec le nouveau nom : Here Ai'a Te Nuna'a la Ora. Et je suis rentré là dans ce parti en 1966. Le parti a été créé en 1965 et je suis rentré en 1966, j'étais venu comme instituteur ici à Papeete.

Bruno Barrillot : Vous avez succédé à Teariki comme député ?

M. Jean Juventin : J'ai été député un peu après. Teariki et moi-même et Francis Sanford aussi : on a tout fait pour essayer d'avoir des informations sur le CEP et ses dangers. Le jour où Francis Sanford a vraiment opté pour se battre contre les essais nucléaires, c'est au décès de son fils. Son dernier fils qui tout d'un coup a attrapé la leucémie et en est mort. Mais vous savez, moi j'ai été témoin de tout ça. En tant que député, j'ai essayé de me procurer pas mal d'informations sur les essais que l'on n'avait pas ici. Mais j'ai remarqué qu'en France aussi, on se heurtait à un mur, à chaque fois on nous répondait : Secret-Défense, Monsieur le Député, on ne peut pas vous dire plus. Voilà, et je crois que pour Francis et Teariki, c'était pareil. Il y a vraiment eu un blocage sur les informations.

Bruno Barrillot : Je crois que même aux députés français de Métropole qui posent des questions là-dessus, on leur répond exactement la même chose !

M. Jean Juventin : Le 30 août 1956. Déjà on sentait déjà quelque chose, quand le Général de Gaulle est arrivé. Il disait déjà dans son discours Place Tarahoi, je prends que ce qui est important, : « Le troisième trait de notre monde nouveau c'est le commencement du règne de l'énergie atomique, qui apporte à tous les hommes à la fois, d'immenses possibilités de progrès » et il termine : « Et, il y a une terrible menace » Tu vois ça ne nous a pas tranquilisés. « Et Tahiti peut-être un refuge et un centre d'action pour la civilisation entière ». C'est Charles de Gaulle ça...

Mme Untea Hirshon : Avant qu'il arrive au pouvoir. Il avait déjà son plan

M. Jean Juventin : Mais, il y avait déjà les problèmes en Algérie. Ah ! Moi, j'ai bien retenu ce terme-là : « **une terrible menace** »

Mme Untea Hirshon : Tu avais pris des notes, tu prenais des notes à l'époque où c'est dans les journaux ?

M. Jean Juventin : Non, heureusement que tu m'as invité parce que j'aime bien collectionner. Et, dans mes documents à la maison, j'ai pas mal de documents, je suis tous les événements qu'il y a eu ici et même en France. Et j'ai retenu ça, heureusement que je prenais des notes.

M. Jean Juventin : A partir de ce moment-là, j'ai rencontré Teariki qui m'a dit : « Si ça t'intéresse on a besoin... » Teariki était un homme très sensé parce qu'il voulait autour de lui beaucoup de jeunes polynésiens, mais d'un niveau assez élevé, par exemple Eric Lequerré, Yannick Amaru, Coco Lauret, c'est notre génération ça.

Bruno Barrillot : A la fin des années 50, c'était la décolonisation, l'Empire Britannique décolonisait et on pensait à l'Afrique française qui devait décoloniser donc ça paraissait évident ! Mais il ne fallait surtout pas que la Polynésie imagine la décolonisation comme en Afrique et, c'est ce qui a perdu Pouvanaa

M. Jean Juventin : Il faut dire aussi que Pouvanaa était mal entouré, par des gens qui étaient plutôt excités. C'est ce qui a poussé Pouvanaa à aller sûrement vers l'extrême. Parce que, le pauvre Pouvanaa, quand on dit qu'il était anti-français tu vois, ce n'est pas vrai. Il a été à la guerre !

Bruno Barrillot : Attends...

M. Jean Juventin : Il a fait la guerre, son fils a été à la guerre dans la France Libre, et ça il ne faut pas l'oublier. Je crois que l'erreur qui a été commise à l'époque, pour que Pouvanaa réagisse c'est l'arrivée de Vietnamiens avec des fonctionnaires métropolitains. Pouvanaa a demandé de ramener ces fonctionnaires en France, parce que pour lui, il ne voyait pas d'autre possibilité que de prendre des polynésiens pour les remplacer. Mais dire que, Pouvanaa voulait l'indépendance, je ne crois pas. Il avait beaucoup d'estime pour le Général de Gaulle.

Bruno Barrillot : Pendant la période 1966-1974, comment vous de votre côté ou du côté de votre parti, comment on réagissait ?

M. Jean Juventin : Pour le Here Ai'a, on nous a traités d'anti-français aussi, alors que ce n'est pas ça du tout. Pour nous, c'était le fait que la France, peut-être pas le Général, mais ceux qui ont suivi qui ont dédaigné les pouvoirs locaux. Je donne un exemple... quand à l'Assemblée Territoriale on demandait des informations sur Mururoa, à chaque fois ici, chez le Gouverneur qui est devenu Haut - Commissaire par la suite et à Paris quand j'étais député, à chaque fois on nous répondait « Secret Défense ». On se dit, on nous prend pour des imbéciles c'est un peu ça. On a toujours respecté la France, d'ailleurs s'il n'y avait pas la France, où on serait. Moi, je pense que les erreurs, les grosses erreurs qui ont été commises, elles sont venues des autorités métropolitaines locales et de France. Quand j'étais député, je me suis mis un petit peu avec les Socialistes, c'était pareil. Comment on peut dire ça, le CEP c'était quelque chose qu'on ne pouvait pas toucher, c'était intouchable, on ne pouvait rien dire, c'est ça le problème...

Bruno Barrillot : On peut dire aussi qu'aujourd'hui, on essaie d'obtenir des partis politiques en France, qu'ils fassent une proposition de loi sur le suivi sanitaire des essais nucléaires. Eh bien, on arrive difficilement, et ce n'est pas encore fait, le parti Socialiste n'a pas encore déposé sa proposition. Donc, les socialistes sont au même niveau que l'UMP actuellement, ils ne veulent rien faire, il y a les Verts et le PC, mais je pense ça serait quand même bien, qu'au niveau du parti Socialiste et de l'ensemble de l'opposition, on prenne ça au sérieux !

M. Jean Juventin : Est-ce que vous ne pensez pas que les Socialistes ont participé aussi à cette période des essais nucléaires, Mitterrand je crois aussi ?

Bruno Barrillot : Eh oui, c'est le problème. Puis, rappelez-vous qu'à l'époque, avant qu'il soit au pouvoir, Mitterrand était venu ici, il était contre les essais... Il faut reconnaître que dès que la guerre froide a été terminée avec la chute de l'U.R.S.S, ça a entraîné un peu, mais en 1992, Mitterrand a décidé le moratoire. Je pense qu'il faut resituer tout ça dans le contexte international.

M. Jean Juventin : Tout à fait, mais je pense que les Autorités métropolitaines de France auraient pu quand même nous donner certaines explications. Parce que moi, je me rappelle quand j'étais député je n'ai aucune information sur les essais nucléaires à Mururoa, je n'ai jamais pu obtenir quelque chose, c'est triste un peu.

Bruno Barrillot : Les choses n'ont pas changé depuis. Par exemple, le système de surveillance qui est mis en place à Mururoa, les Polynésiens ne sont pas associés à ça. C'est toujours la même logique d'un Etat qui s'est imposé ici... Aujourd'hui, la moindre des choses, ça serait peut-être de faire comme aux Etats-Unis. Les Etats-Unis reconnaissent leurs responsabilités aux Marshall et maintenant ils ont tourné la page. Ils ont mis en place tout un système d'informations. L'Administration Clinton a

ouvert toutes les archives, maintenant les historiens et les associations aux Etats-Unis ont accès à toutes les archives de la période des essais nucléaires américains. En France on est vraiment bloqué.

M. Jean Juventin : Je vous le répète ! A chaque fois, que je suis allé voir des personnalités, même des ministres, des ministres de l'Outre-Mer, pareil : ils ne peuvent pas dire plus, que ce que l'on connaissait nous, alors c'est quand même gênant parce que, en tant que personnalités élues du Territoire, quand vous revenez ici, on vous pose des questions, qu'est-ce que vous pouvez répondre ? Puisque nous ne pouvions pas dire plus, on ressentait dans la population une réaction négative, contre nous. Qu'est-ce que vous faites à Paris en tant que député, qu'est-ce que vous faites en tant que Président de l'Assemblée, qu'est-ce que vous faites ? C'est ça la réaction de la population. Qu'est-ce que vous voulez on ne peut pas faire plus. Quand on va en France, on demande des rencontres, les rencontres ils acceptent mais dès que vous parlez de Mururoa, ça leur fait peur, secret défense, voilà ce qu'on vous répond.

Mme Unutea Hirshon : Et par rapport à la santé, le fait qu'on ait retiré les registres, est-ce que vous avez essayé par le biais du ministre de la Santé... ?

M. Jean Juventin : Là, ce n'est plus de mon époque, c'est récent, là je ne peux pas vous répondre ! Puisque maintenant, comme vous dites, les américains décident même de dédommager les îles Marshall ! Voilà, je ne vois pas pourquoi maintenant la France ne pourrait pas faire pareil. Mais, je retiens quand même une chose, qui a beaucoup énervé Francis Sanford, qui les a poussé à aller plus loin, avec Teariki et son beau-frère Bouvier, c'est quand le fils de Francis Sanford est mort d'une leucémie ! Là... C'était fini ! Francis était vraiment anti-nucléaire...

M. Jean Juventin : Alors, là où ça c'est aggravé, c'est quand la femme de Bouvier est morte aussi d'une leucémie, alors là...

Mme Unutea Hirshon : Et la fille des Danielsson aussi est morte...

Bruno Barrillot : Oui, Maruia décédée à la même période

Mme Unutea Hirshon : A quoi, 18 ans ?

Bruno Barrillot : Oui, dans ces âges.

M. Jean Juventin : Mais, tout ça, ça a fait monter d'un cran l'opposition.

Mme Unutea Hirshon : Tu sais qu'on a reçu Jacques Denis DROLLET ici ?

M. Jean Juventin : Oui

Mme Unutea Hirshon : Il était donc président de la Commission Permanente à l'époque et, on l'accuse d'avoir retourné sa veste et fait voter la session. Lui, il nous dit avoir rencontré le Général de Gaulle à Paris et qu'il lui a dit que la population n'était pas favorable. Le Général lui a répondu : De toute manière, même si elle n'était pas favorable, que c'était nécessaire et que sinon il allait installer un gouvernement militaire.

M. Jean Juventin : Il l'a fait d'ailleurs

Mme Unutea Hirshon : D'une manière détournée « maintenant c'est officiel, vous dites non, c'est un gouvernement militaire que vous aurez » Donc, Jacques Drollet dit que c'était un retour en arrière par rapport aux acquis démocratiques.

M. Jean Juventin : Là, je ne peux plus te donner la date, mais je me rappelle très bien, je ne sais plus si Pouvanaa était avec nous, je ne crois plus, il n'était plus là. Je me rappelle que nous avons fait une marche de Papeete jusque chez le Gouverneur avec Teariki et Bouvier. Nous avons fait une marche anti-nucléaire et on nous a bloqués au portail, personne ne pouvait rentrer. Il y avait des gendarmes ou des militaires qui gardaient le Gouverneur.

Mme Unutea Hirshon : C'était le Bataillon de la Paix

M. Jean Juventin : Non, non pas le Bataillon de la Paix, c'est quand on a voulu bloquer l'Assemblée avec le Front Uni ! Il y avait toute l'armée qui était là ! On avait la trouille hein ! Eh ! Ben, heureusement que le gouverneur Schmidt avait participé, il a eu le courage de téléphoner et télégraphier à Paris. Et c'est comme ça qu'on a pu obtenir l'aménagement de l'autonomie.

Mme Unutea Hirshon : Oui, le premier statut, 12 juillet 1977

M. Jean Juventin : Le deuxième ?

Mme Unutea Hirshon : Le premier statut de l'Autonomie est du 12 juillet 1977...

M. Jean Juventin : C'est l'Autonomie de gestion

Mme Unutea Hirshon : Voilà, l'Autonomie de gestion

M. Jean Juventin : Mais, après ce n'était plus ça quand on a bloqué l'Assemblée...

Mme Unutea Hirshon : C'est après que vous avez bloqué ?

M. Jean Juventin : Après on a bloqué l'Assemblée et on a fait alliance avec Francis Sanford, Vaniztte qui a été Président après d'ailleurs, et Taufa le...

Mme Unutea Hirshon : Syndicaliste...

M. Jean Juventin : Il était syndicaliste. Alors, il y avait un peu de tout : on voulait réaménager le statut et en même temps il y avait l'histoire de la bombe ! Ca a été un grand moment ça ! On a eu chaud, mais alors je ne sais pas ce qu'il y avait, mais il fallait voir le populo qu'il y avait ici partout, avec les enfants et ceux qui couchaient ici. Il fallait nourrir cette population-là, alors il fallait aller chercher à manger, des tas de trucs, le café, le pain le...

Bruno Barrillot : Ca a duré combien de mois, plusieurs mois ?

Mme Unutea Hirshon : Des mois, des mois

M. Jean Juventin : Oui, ça a duré longtemps

Mme Unutea Hirshon : D'ailleurs, j'aimerais bien proposer au Président de l'Assemblée qu'on écrive cette... cette tranche d'histoire

M. Jean Juventin : Ah ! Oui, il faut...

Mme Unutea Hirshon : Parce que vous êtes tous là, vous l'avez tous vécu et donc, avec des témoignages et avec des photos, tu as vu l'exposition qu'il y a dans le hall là ?

M. Jean Juventin : Oui, oui j'ai regardé un peu

Mme Unutea Hirshon : Oui, de refaire comme ça

M. Jean Juventin : C'est bien ça, il faut que notre jeunesse sache, ça fait partie de l'histoire !

Mme Unutea Hirshon : Tu as des photos de cette époque-là ?

M. Jean Juventin : Non, parce que tu sais Tea, Teariki n'aimait pas les photos. Aie, alors non, c'est rare qu'on prenait des photos ...

Mme Unutea Hirshon : Oui, décidément, Oscar aussi, il déteste les photos, on n'arrive pas à faire son portrait officiel, il refuse de poser !

M. Jean Juventin : Avant l'installation du CEP ici, on vivait quand même avec nos petits moyens, le phosphate, le coprah, la vanille. Mais depuis l'installation du CEP, j'ai ressenti les choses en tant que Maire ! Quand il y a eu ce déferlement des populations des îles Tuamotu, Iles-sous-le-Vent, Australes, ils avaient beaucoup de membres de la famille vers Purea, Faariipiti. Mais il fallait voir ce déferlement arriver, on a eu des problèmes de logements : ils étaient les uns sur les autres ; deuxièmement la scolarité, il a fallu créer de nouvelles écoles, il n'y avait pas assez d'écoles. Il y a eu tous ces inconvénients qui ont suivi l'installation du CEP. On n'avait pas assez d'eau, parce que la population, le nombre des habitants avait augmenté, il a fallu refaire des captages au fond de la vallée, on en a fait d'autres à Tipaerui aussi.

Mme Unutea Hirshon : Et vous n'aviez pas un budget pour couvrir tout ça ?

M. Jean Juventin : On n'avait pas le budget, on avait fait ça par petits coups !

Mme Unutea Hirshon : Et le CEP n'a pas participé, le gouvernement n'avait pas négocié une augmentation du budget ...

M. Jean Juventin : Rien du tout. On a eu la chance d'obtenir des prêts à travers une société qui prêtait de l'argent aux collectivités et aux grands projets... Elle nous a prêté de l'argent pour construire les écoles. C'est la seule Commune actuellement qui offre à la population de l'eau potable. On est arrivé là, puisque il fallait agrandir les capacités de distribution de l'eau, on s'est dit : « Allez, on y va ». Avant, j'habitais Papeete à l'époque. A Faariipiti quand il pleuvait attention ! On ne pouvait pas se baigner, c'était boueux, dans les conduites d'eau. Boire, ce n'est pas pareil, on était obligé de prendre le vélo ou la mobylette (à l'époque, il n'y avait pas encore la vespa), pour aller à Faa'a ou à Mahina ou Arue chez des amis pour chercher de l'eau à boire. Donc, l'installation du CEP ici, enfin je parle de Papeete !... nous a créé de gros problèmes. Aya... une déferlante terrible !

Mme Unutea Hirshon : Pour l'assainissement vous n'aviez pas fait d'enrochement ?

M. Jean Juventin : Non, non

Mme Unutea Hirshon : Vous n'aviez pas les moyens ?

M. Jean Juventin : Non, on n'avait pas les moyens, mais on a attaqué ce qui était le plus urgent : loger les gens, l'eau, les écoles, il n'y avait pas assez d'écoles. Je ne sais pas si tu rappelles à Papeete à l'époque, on n'avait que l'école Centrale ! Il n'y avait pas encore Gauguin, il n'y avait que l'école Centrale à Tipaerui, du temps de Tetua Pambrun il y a eu Mamao, il y avait aussi chez les Frères et les Sœurs, comme écoles publiques il n'y avait pas grand-chose. Alors il a fallu acheter des terrains pour installer des écoles ça a été un gros problème, ça c'est la suite justement de l'installation du CEP.

M. Jean Juventin : L'explosion ! Comment dirais-je, il y avait du travail, mais on ne peut pas donner du travail à tout le monde et ça c'est aussi le retour de flammes. Il n'y avait plus de phosphate, le phosphate a fermé, la vanille est tombée et le coprah aussi. Ah ! c'est ça la suite de l'installation du Cep.